



**Section de la
DISI Grand-Est**

SYNDICAT NATIONAL
Solidaires
Finances
Publiques D67
Section DISI GRAND EST

Compte-rendu CSAL du 19.06.2024

Ordre du jour

Points soumis aux votes :

1. Approbation du procès-verbal du CSAL du 28 mars 2024 (vote)

Points pour information :

2. Actualité métier des ESI :

– Mission Aspasia - ESI de Metz

– Passtrans - ESI de Châlons en

Champagne

3. Organisation des horaires de l'équipe COSREC - ESI de Besançon

4. Présentation des travaux à l'ESI de Châlons en Champagne

5. Bilan 2023 de la formation professionnelle

6. Bilan des entretiens professionnels sur gestion 2023

7. Point sur l'attractivité

8. Dispositif de suivi des sujets en attente de réponses et/ou d'actions

9. Questions diverses

Aucune liminaire n'est lue à cette instance mais **Solidaires** souhaite que celle du CSAL FS du 18 juin soit annexée au présent procès verbal.

Approbation des procès-verbaux des CSAL du 28 mars 2024

Le procès-verbal est approuvé à l'unanimité.

Actualité métier des ESI :

-Mission Aspasia – ESI de Metz

Mme Scheffer fait un rapide retour sur cette activité. Voilà deux ans que cette mission est progressivement absorbée par les ESI de Metz et Limoges. Il s'agit de fiches d'habilitations de collectivités pour le transfert de flux. Auparavant, ces fiches étaient traitées par les SIL.

L'effectif affecté à Metz est de 3 agents dont une nouvelle arrivée au 1^{er} juin. La montée en charge de cette nouvelle mission coïncide avec la fin de l'hébergement qui sera définitivement transféré vers Noisiel d'ici fin 2025 - début 2026.

Une OS souhaite savoir ce que représente la charge de travail en volume.

C'est très variable, un mois ne ressemble pas au précédent.

Solidaires demande combien d'ETP seront affectés à cette mission à terme ?

Difficile à cibler parce que ce ne sera pas la même charge qu'avec le NRP.

- Passtrans – ESI de Châlons en Champagne

Il s'agit d'un nouvel outil de transfert de fichiers mis en production depuis 2019. Il remplace XFB Gateway (ex DGCP) et Poseïdon (ex DGI). Cette mission se fera en binôme entre Châlons et Metz, mais reste pilotée par Châlons. Le bureau SI3 est en support jusqu'au 31 août et reste disponible pour un appui ultérieur si nécessaire.

A Châlons, 3 personnes sont affectées en plus du chef de service, ainsi que 2 programmeurs de l'équipe FLUX Hélios à Metz,

Une OS demande si cela représente une grande charge de travail une fois l'outil mis en place et rôdé.

L'administration répond que oui, cet outil s'adressant à des milliers de partenaires extérieurs, (collectivités locales, ministères, Banque de France...), il y a donc continuellement des demandes d'ouverture de flux.

Il y aura une polyvalence entre Châlons et Metz avec des échanges quotidiens entre les deux établissements.

Organisation des horaires de l'équipe COSREC – ESI de Besançon (Centre opérationnel supervision réseaux et cyber)

Le service est relativement récent et l'effectif visé de 8 opérateurs a été atteint en 2023. Il y a actuellement 5 contractuels dont un a réussi le concours de A PSE et part en scolarité à l'EN-FIP en septembre.

Depuis cette date, le service assure une couverture de plage horaire de 7h à 19h d'abord en horaire classique (pointage en régime 38h30). Ces horaires générant de longues journées, les collègues sont écrêtés en fin de mois.

Pour remédier à cette situation, des horaires d'équipe ont été demandés par les collègues et accordés depuis le 1^{er} avril. Les équipes se partagent deux plages horaire de 7h à 14h et de 12h à 19h.

Les retours de ce dispositif sont concluants.

Solidaires souhaite savoir ce qu'il en est de la carte BIMPLI dont il avait été question et qui pourrait être proposée à ces agents.

Il n'y a pas de réponse de la centrale, mais les collègues ont une pause déjeuner et peuvent se restaurer à la cantine de la CCI pas très éloignée du site.

Solidaires demande si les horaires d'équipe se font à un rythme hebdomadaire.

Un schéma est maintenu pour la semaine avec une souplesse si nécessaire.

Présentation des travaux à l'ESI de Châlons en Champagne

Suite à la densification de l'équipe CAT (équipe d'architecture technique), la responsable de l'établissement a sollicité la DDFIP 51 pour avoir plus d'espace.

L'ancien local courrier de la DDFIP et l'ancienne salle Jéroboam sont attribuées à l'ESI. Des travaux de cloisonnement/décloisonnement et d'isolement phonique sont en cours.

Les bureaux de la responsable d'établissement, des adjoints et de la CID

seront isolés par le haut.

Une OS s'interroge quant à la luminosité de la salle Jéroboam prise entre deux bureaux sans ouverture vers l'extérieur.

Cette salle est très bien équipée en luminaires LED.

Une borne WIFI sera également demandée pour la salle de réunion.

Bilan 2023 de la formation professionnelle

La formation professionnelle est pilotée par la Plateforme de Formation Professionnelle des DISI à Bordeaux. Christophe Bevière gère les formations organisées par la MSNRL. Le nombre de jours moyen de formation par agent est de 0,89, en baisse par rapport à 2022 (1,06) et 2021 (1,26). La direction explique cette baisse notamment par le nombre moins important de formations obligatoires dispensées. Le taux d'absentéisme des formations s'élève à 9,1% en présentiel et 21% en distanciel. Cela représente un coût pour la DISI et la direction rappelle qu'il est possible de se désinscrire des formations sur Semafor. Le nombre de préparations aux concours ou examens pro passe de 15 en 2022 à 26 en 2023. La formation PAU a du succès.

Bilan des entretiens professionnels sur gestion 2023

Le CREP (compte-rendu de l'évaluation professionnelle) dans Esteve concerne désormais tous les titulaires et contractuels. Il joue un rôle important dans le cadre de la mobilité et du déploiement au choix des affectations (cela concerne pour l'instant uniquement les A+ et les A informaticiens). 341 agents ont été évalués durant la campagne 2024 et 23 agents arrivés en cours d'année ont eu un entretien prospectif. Ces entretiens nécessitent un travail sur un temps plus long notamment pour la rédaction de fiches préparatoires par les évaluateurs au long de l'année. Aucun refus de participation à l'entretien n'a été observé.

Point sur l'attractivité

En 2024 il est prévu à la DGFIP 3000 recrutements par concours et 1500 par contrats.

Au niveau national, un service dédié à l'attractivité est créé à l'ENFIP. Le serious game EnigmaFIP lancé en avril présente la DGFIP et ses missions. **Solidaires** s'interroge sur la pertinence de ce jeu mais vous invite à juger par vous-même.

Au niveau local, la DISI participe à la rédaction d'un article dédié à la cybersécurité prochainement publié sur LinkedIn. De janvier à fin mai, 19 actions ont permis de recruter 7 apprentis dans les différents ESI. La direction constate également une hausse des candidatures spontanées. Une vingtaine de stagiaires de secondes est accueillie les deux dernières semaines de juin.

Solidaires suggère d'améliorer la présentation des ESI sur le site de la DISI à destination des nouveaux arrivants aux mouvements internes.

Dispositif de suivi des sujets en attente de réponses et/ou d'actions

RAS

Questions diverses

Le président nous informe de la création d'une «Foncière de l'immobilier public» dont le Grand Est et la Normandie seront expérimentateurs.

Il a très peu d'informations à nous communiquer à ce stade.

Jusqu'à présent, l'immobilier est géré par la DIE (direction de l'immobilier de l'état) et supervisé par le Préfet.

Ce genre d'organisme existe dans d'autres pays d'Europe. En France, cette structure n'est pas encore créée ni sa nature définie. Des groupes de travail auxquels participe le DISI ainsi que le DRFIP ont lieu régulièrement. L'idée serait de céder les biens immobiliers de l'état à cette entité et de verser un loyer à la foncière. Charge pour elle de les gérer, d'en financer les travaux etc.

L'objectif serait d'accélérer la sobriété immobilière,

en réduisant la surface inoccupée (1/4 en 10 ans) et la transition écologique.

Cette expérimentation ne doit concerner que les bâtiments des ministères des finances et de l'intérieur hors police et militaires.

Nous vous tiendrons informés dès que nous en saurons plus.

Solidaires est dubitatif, cette information nous interpelle et nous questionne :

- Est-ce qu'il s'agira d'un organisme public ? Cela ressemble étrangement à une privatisation... qu'en sera t-il du projet de parking en silo à la DISI ?
- En règle générale, qui dit expérimentation, dit généralisation ! Y aura t'il un retour arrière possible ?

Questions restées sans réponses.

Solidaires demande des précisions au sujet des bornes électriques et de l'éventuelle possibilité pour les agents d'en profiter moyennant paiement. **Solidaires** soumet l'idée d'un forfait par branchement comme cela se fait dans certains hôtels.

L'administration n'y est pas opposée mais cela impliquerait un système de refacturation qui n'est pas prévu au niveau national pour l'instant. La question reste ouverte.

Une OS demande ce qu'il en est des effectifs de la CID de l'ESI de Châlons pour les postes non-pourvus, il n'y a actuellement pas de chef de CID. Réponse : une fiche de poste doit être publiée. Pour les Ardennes, la CID de la Marne intervient provisoirement à distance pour compenser une absence longue durée. Un stagiaire sera également repris en tant qu'apprenti à partir de septembre.

A Reims le poste ouvert aux concours n'a pas été pourvu, il n'y a pas de solution prévue en attendant 2026. En Haute-Marne un contractuel devrait être recruté.

Le DISI informe que 1000 portables et 100 ultra-portables sont en cours de livraison.

Le télétravail et la semaine en 4 jours compliquent la tâche des CID. Ce serait bien de disposer d'un tableau avec le nom des collègues télétravailleurs.

Le DISI tient à signaler les échos favorables des services rendus par les CID.

Un échange a lieu avec Mme Carlier au sujet de la publication du poste de chef de la CID 51. La responsable de l'ESI préfère réserver des postes pour les sorties d'école.

Il est proposé de transformer un poste de B PAU en C PAU puisque la personne est là et souhaite rester à Reims.

Toutes ces pistes sont déjà en cours de réflexion et seront évoquées lors du CSAL emploi en début d'année prochaine.

L'effectif de la CEN (Cellule Editique Nationale) à Strasbourg va diminuer avec les départs à la retraite. La charge de travail de l'équipe est lourde.

Le DISI rencontre les chefs d'ESI pour examiner tous les cas de figure.

Il est ensuite question de la perte des applications à Reims avec leur transfert vers le cloud et de la baisse de charge de travail qui en découle. Le problème existe aussi à Strasbourg. Cette question doit être creusée.

Une OS demande si des recours sont possibles pour les CDD non renouvelés. Non puisqu'il s'agit de CDD.

Pour ceux qui sont reconduits, y a t'il possibilité d'une augmentation ? L'administration répond qu'il n'est pas habituel de négocier dans la fonction publique. Cependant, si la prétention est raisonnable et justifiée, une suite favorable peut être donnée.

FACE A LA DESTRUCTION DU SERVICE PUBLIC, QU'ELLE SOIT ORCHESTRÉE PAR LES OPPOSANTS A LA PRÉSENCE DE L'ÉTAT, OU PAR SES PROPRES REPRÉSENTANTS, SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES CONTINUE SON COMBAT AVEC ET POUR LES AGENTS DES FINANCES.

Vos correspondants Solidaires restent disponibles pour toute question au sujet de ce CSAL.



Benjamin BOUDIER, Lydia CATALANO, et Maud MOMO (à titre d'experte)